



PRÊT SCOLAIRE
DES ETUDES FINANÇÉES, UN AVENIR SÉCURISÉ

La Banque Autrement
<https://hogo.coris.bank>



0% TAUX

1^{er} JUILLET AU 31 OCTOBRE 2026

JUSQU'À 5 FOIS LE SALAIRE NET

SUR 12 MOIS

*Offre soumise à conditions



www.journal-lemedium.com

LE MEDIUM

Hebdomadaire d'Informations #

Société - Politique - Economie - Développement - Culture

N° 0712 du 21 au 27 Juillet 2026- Prix : 250 F CFA

BANQUE MONDIALE ET TOGO :

SIGNATURE DE CINQ (05)

NOUVEAUX ACCORDS

DE FINANCEMENTS P.5



— CULTURE ET TRADITIONS - EVALA 2026 : —



STOP ET FIN

P.2



La ministre
Cinda Lawson

REFORMES DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE :

POUR UN SERVICE

PUBLIC PLUS EFFICIENT P.5

EDITO

LIBERTE ET AUTRUI



Humains, nous clâmons sans cesse notre liberté, notre désir de liberté, notre état de liberté, notre quête de liberté. Les déclinaisons sont si fortes que parfois, il nous est vraiment difficile de nous retrouver face à autrui. Autrui définirait-il ma liberté?

A cette question, nous convenons avec Frédéric Lenoir, dans l'âme du monde, que : "Être libre, c'est aussi ne pas agir en fonction du regard d'autrui."

Le jugement est une évaluation constante des choses. Que nous en soyons conscients ou non, le jugement fait la plupart de nos journées. Mais le jugement sert souvent à nous empêcher d'établir des liens authentiques avec les autres, ainsi que d'être ouvert à l'énergie créatrice de l'univers.

Si nous pouvons nous libérer des jugements, nous sommes ouverts à une plus grande expression d'amour envers nous-mêmes et les autres. Nous avons des relations plus profondes et plus significatives. Cela nous aide à découvrir la véritable beauté du monde qui nous entoure.

Crédo TETTEH



Récapissé

N°0465/29/10/12/HAAC

Adresse :

23Rue Formatec, Agoè-Cacavéli
01 BP : 450 Lomé

Tél : +228 91538081

Courriel : lemedium2013@yahoo.fr

Maison de la Presse : Casier N° 78

N°RCCM : TG-LOM 2015A6516

NIF : 1000480972

N°CFE : 7966PP2015/2015

Directeur Général :

TETTEH Adjé K. Crédo

Directeur de la Publication :

WOUSSOU Kossi

Rédaction :

Crédo TETTEH

Ali Samba

Infographie : JPB

Impression : VISION

Tirage : 2500 exemplaires

CULTURE ET TRADITIONS -EVALA 2026 : STOP ET FIN

Les luttes traditionnelles Evala en pays kabyè ont pris fin samedi dernier avec les finales disputées dans les cantons de Tcharè, Soumdina et Lassa. Des finales marquant l'apothéose de huit jours de rites initiatiques et de célébrations culturelles.

Une occasion encore pour le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, de réaffirmer, aux communautés, son attachement à la préservation et à la valorisation du patrimoine culturel national, considéré comme un pilier de l'identité et de la cohésion sociale.

Les ultimes empoignades ont également offert un spectacle marqué par l'engagement, l'endurance et la maîtrise technique des jeunes

initiés, dans une ambiance rythmée par les chants, les danses et la ferveur populaire.

Les Luttes Evala, un rite initiatique

Outre la compétition physique et technique, les luttes traditionnelles Evala sont un rite initiatique majeur qui symbolise le passage du jeune garçon kabyè à l'âge adulte. Courage, discipline, solidarité, sens des responsabilités et respect des traditions sont transmis à travers ce parcours, véritable école de la vie.

Des activités socioculturelles et économiques dans les localités de la région

L'édition 2026 des luttes Evala fut aussi un moment d'intenses



activités culturelles, sociales et économiques dans les différentes localités. Les espaces d'exposition dédiés, ont favorisé la promotion des produits locaux et offert aux jeunes entrepreneurs et artisans une vitrine pour valoriser leur savoir-faire.

De nombreux visiteurs et touris-

tes étaient pendant la période des Evala dans la région de la Kara pour découvrir les sites historiques, les parcs naturels et les richesses culturelles. Ce qui a renforcé ainsi l'attractivité touristique et le rayonnement du Togo.

@LEMEDIUM



MONDIAL 2026 :

L'Espagne remporte la Coupe du monde face à l'Argentine

Face à l'Argentine en finale, l'Espagne a remporté la Coupe du monde 2026. Il faut préciser que durant toute la compétition, l'Espagne n'a jamais connu un score défavorable, et n'a encaissé qu'un unique but, performance jusque-là jamais atteinte par un Champion du monde.

La sélection a conservé sa solidité jusqu'au terme. Elle vient, en effet, de s'offrir la deuxième Coupe du monde de son histoire (1-0) contre l'Argentine, au terme d'une rencontre tranchée en prolongation.

Avec ce succès, la Roja clôturera le Mondial avec 1 but encaissé seulement, résultat qu'aucune équipe sacrée championne du monde n'a réussi dans l'histoire du football.

Jusqu'alors, les meilleures défenses des équipes championnes avaient toujours pris 2 buts sur l'ensemble de leur campagne victorieuse : Italie 1934 et 2006,



France 1998 et Espagne 2010.

Le but de Charles de Ketelaere, joueur belge, inscrit en quart de finale, demeure donc la seule fois où l'Espagne a été rejointe dans ce Mondial. Celui-ci aura aussi la particularité de n'avoir jamais vu l'équipe menée

au score pendant toute sa durée. L'Italie avait déjà réalisé une telle performance à deux reprises (1938 et 1982), de même que l'Allemagne en 1990.

La finale contre l'Argentine a encore confirmé cette rare robustesse défensive : l'Albiceleste n'a

pas réussi à cadrer avant la 117e minute. Au final, les partenaires de Lionel Messi n'ont tenté leur chance que 2 fois, mais peine perdue.

Dodo ABALO

BANQUE MONDIALE ET TOGO :

SIGNATURE DE CINQ (05) NOUVEAUX ACCORDS DE FINANCEMENTS

Le gouvernement et la Banque mondiale ont procédé le 16 juillet 2026, à la signature des accords de financements de cinq (05) nouvelles opérations approuvées par le Conseil d'Administration du Groupe de la Banque mondiale, en juin 2026 d'un montant de 429 millions de dollars américains.

Par @Crédo TETTEH

Les nouveaux accords de financement portent sur les projets suivants : le Programme d'Amélioration des Systèmes Logistiques et de Transport (PASLT), d'un montant de 200 millions de dollars, vise à améliorer les systèmes de transport et de la logistique, en vue de relier les zones de production agricoles et de développement périurbain aux zones de marchés et aux centres logistiques urbains ; le projet régional PRIME-GAS (projet de promotion de l'intégration régionale dans le secteur de l'énergie grâce à un marché du gaz dynamique) d'un montant de 40 millions de dollars, visant à intégrer les marchés de l'électricité par le gaz ; le projet régional WA-REMP (Programme régional du marché de l'électricité en Afrique de l'Ouest) d'une enveloppe de 100 millions de dollars, avec pour objectif d'élargir massivement l'accès à l'électricité, notamment en milieu rural.

Il y aussi le financement additionnel du Projet Régional de Cohésion Sociale (COSO), à hauteur de 69 millions de dollars, qui vient consolider l'engagement initial fort dans le domaine des politiques sociales afin de sécuriser nos régions septentrionales et le financement additionnel du Projet d'Identification



Anne Bjerde et Dr Sandra Johnson

Unique (WURI) pour 20 millions de dollars, avec pour but de poursuivre les activités de la phase initiale pour doter chaque résident togolais d'une identification unique.

Selon le gouvernement, ces financements interviennent à point nommé au moment où le Gouvernement a élaboré la Feuille de route 2026-2031 articulée autour du triptyque : Protéger, Rassembler et Transformer.

La signature a été effectuée du côté du Gouvernement togolais par le Ministre des finances et du budget, Monsieur Georges Essowè Barcola et du Côté de la Banque mondiale par la Directrice de division de la Banque mondiale pour la Côte d'Ivoire, le Bénin, la Guinée et le Togo, Madame Marie-Chantal Uwanyiligira. Le Ministre des Finances et du Budget s'est félicité du dynamisme du partenariat entre le Togo et la Banque mondiale, répondant aux priorités de l'action gouvernementale.

Pour lui, les signatures de ce jour interviennent à un moment où le portefeuille global de la Banque mondiale au Togo fait preuve d'une vitalité et d'une

rigueur d'exécution remarquables. " Au terme de l'Année Fiscale 2026 close au 30 juin, les chiffres de notre coopération technique et financière parlent d'eux-mêmes. Au total, ce sont plus de 2 milliards de dollars de financements actifs, nationaux et régionaux confondus, qui accompagnent aujourd'hui le développement de notre pays ", a-t-il déclaré.

Il est à rappeler que Sandra Ablamba Johnson, Ministre, Secrétaire Général de la Présidence du Conseil, Gouverneur de la Banque mondiale pour le Togo, la Directrice Générale des opérations de la Banque mondiale, Madame Anna Bjerde et le vice-président de la Banque mondiale pour l'Afrique de l'ouest et du centre, Monsieur Ousmane Diagana, étaient présents lors de la cérémonie de signature.

Ont également pris part à cette cérémonie, le Ministre délégué chargé de l'économie maritime, Monsieur Kokou Tengue, l'administrateur de la Banque mondiale pour le Togo, Monsieur Harold Tavares et le représentant résident de la Banque mondiale au Togo, Monsieur Antonius

Verheijen.

A en croire le gouvernement, les cinq (05) nouvelles opérations portent l'enveloppe globale du portefeuille des projets de la Banque mondiale au Togo à 2,1 milliards de dollars américains, soit 1260 milliards FCFA.

Anna Bjerde, pour sa part, a apprécié la collaboration très constructive que la Banque mondiale entretient avec le Togo dans le cadre de la Vision 2040 et le programme de la Banque en pleine expansion dans le pays. " Cette vision porte une ambition majeure pour le pays : accélérer la croissance économique, réduire considérablement la pauvreté et créer davantage d'emplois, notamment des emplois de qualité pour les Togolaises et les Togolais. À la Banque mondiale,

peu après, le Togo est également devenu un pays pilote de Mission 300, l'initiative visant à fournir un accès à l'électricité à 300 millions d'Africains d'ici à 2030.

Elle a souligné que le Togo est également l'un des premiers pays à avoir conclu un partenariat renforcé avec le Groupe de la Banque mondiale afin d'accélérer les progrès dans le domaine du numérique. Elle a souhaité pouvoir échanger prochainement sur une nouvelle initiative appelée Water Forward. Elle a enfin beaucoup apprécié la participation du Togo au Sommet africain de l'eau, qui s'est tenu le 15 juillet à N'Djamena.

Outre la signature des accords de financement, la délégation de la Banque mondiale a effectué la visite des installations du port



nous sommes convaincus que l'emploi est le meilleur moyen de sortir durablement de la pauvreté", a-t-elle déclaré.

La Directrice Générale des opérations de la Banque mondiale a félicité le Togo d'être le tout premier pays au monde à rejoindre AgriConnect, l'initiative de la Banque mondiale destinée à accroître la productivité du secteur agricole. Elle a ajouté que

autonome de Lomé et du site du projet d'investissement de résilience des zones côtières en Afrique de l'Ouest (WACA) à Goumoukopé, notamment les épis récemment construits pour bloquer l'avancée de la mer. La délégation a eu des échanges sur la manière dont les infrastructures de protection côtière soutiennent l'activité économique locale.

PROGRAMME INCLURE :

Financement du Luxembourg au profit de 19 communes

Le Président du Conseil, Faure Gnassingbé, a échangé le mercredi 15 juillet 2026 à Lomé avec le Vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères du Grand-Duché de Luxembourg, en visite de travail au Togo. Les échanges ont essentiellement porté sur la coopération bilatérale, en particulier le Programme indicatif de coopération (PIC) qui constitue le principal cadre de partenariat entre le Togo et le Luxembourg. " Je suis au Togo dans le cadre d'une visite de travail au titre du Programme indicatif de coopération ", a-t-il déclaré.



Faure Gnassingbé saluant le diplomate luxembourgeois

Dans cette perspective, Xavier Bettel et Robert Dussey, le ministre des affaires étrangè-



Echange de documents après la signature des protocoles d'accord

res du Togo ont procédé à la signature de trois protocoles d'accord de financements consi-

dérés comme des instruments majeurs de coopération entre les deux pays, dont le Programme "

Initiative pour la croissance locale, l'utilisation des ressources et l'équilibre des écosystèmes protégés (INCLURE) "

Le programme " Initiative pour la croissance locale, l'utilisation des ressources et l'équilibre des écosystèmes protégés (INCLURE) cible les populations des zones périphériques des aires protégées, parcs et forêts classées ciblés et les populations des cinq chefs-lieux de région du Togo.

L'objectif global de l'intervention est de contribuer à la réduction de la pauvreté des

Suite à la page 6

REFORMES DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE :
Pour un service public plus efficient

Les attentes des populations en matière de services publics deviennent de plus en plus exigeantes, le Togo poursuit en 2026 une politique ambitieuse de transformation de son administration. Avec une enveloppe de 6,9 milliards prévue pour la mise en œuvre des réformes du service public, les pouvoirs publics affichent une envie, celle d'améliorer la gouvernance, l'efficacité de l'État et, in fine, la qualité de vie des citoyens.

Il s'agit de s'inscrire dans la continuité des efforts engagés depuis plusieurs années, avec des résultats déjà perceptibles. À la clôture de l'année 2023, le niveau de mise en œuvre des réformes de l'administration publique affichait un taux d'achèvement physique de 73,6 % et un taux d'exécution financière de 61,9 %, selon la revue nationale de la mise en œuvre des réformes dans les ministères et institutions de l'État.

Une volonté politique constante
La mobilisation de 6,9 milliards de francs CFA en 2026 ne constitue pas un simple ajustement budgétaire, c'est de faire de l'administration



La ministre Cina Lawson

publique un moteur de développement et un véritable instrument de satisfaction des besoins des populations.

En renforçant les réformes du service public, l'État entend améliorer la qualité des prestations administratives, réduire les délais de traitement des dossiers, simplifier les procédures et rapprocher davantage l'administration des citoyens. Cette approche vise à rompre avec les lenteurs administratives et à instaurer une culture de performance au sein des services publics.

En effet, les réformes du service public ont un impact direct sur la vie quotidienne des populations. Elles se traduisent par une meilleure

re accessibilité des services, une réduction des coûts indirects liés aux démarches administratives et une amélioration globale de l'expérience des usagers. Qu'il s'agisse de l'état civil, de la santé, de l'éducation, des finances publiques ou encore de la gestion territoriale, les efforts de modernisation contribuent progressivement à rendre l'administration plus efficace et plus proche des citoyens. Cette amélioration de la qualité des services publics participe à renforcer la confiance entre l'État et la population.

Par conséquent, le sentiment de satisfaction des usagers se renforce, car l'administration devient progres-

sivement plus prévisible, plus transparente et plus réactive.

Une gouvernance orientée vers le bien-être des populations

La détermination affichée par l'exécutif dans la conduite des réformes du service public s'inscrit dans une logique plus large de développement humain et de bien-être collectif. En améliorant la qualité des services publics, l'État contribue directement à réduire les frustrations administratives, à renforcer l'inclusion sociale et à améliorer les conditions de vie des citoyens.

Cette transformation progressive de l'administration participe à créer un environnement plus stable, plus prévisible et plus propice au développement des activités économiques et sociales. Elle favorise aussi un climat de confiance, essentiel à la cohésion sociale et à la paix durable. Dans cette perspective, la réforme de l'administration publique ne se limite pas à une question technique ou budgétaire. Elle devient un véritable levier de bonheur collectif, dans la mesure où elle améliore concrètement les interactions entre l'État et les citoyens.

**PROJET DE RENFORCEMENT DU SYSTEME DE SANTE OCULAIRE
POUR UN DEVELOPPEMENT DURABLE (PRSSODD) :**

4 000 interventions chirurgicales de la cataracte
prévues dans les régions du Togo

Voir un enfant lire sans difficulté, permettre à une personne âgée de retrouver la vue après des années d'obscurité, offrir à un travailleur la possibilité de poursuivre son activité sans être freiné par une maladie oculaire : derrière ces réalités, se cache un enjeu majeur de santé publique. Au Togo, cet enjeu bénéficie désormais d'un nouvel appui, avec le lancement du Projet de renforcement du système de santé oculaire pour un développement durable (PRSSODD).

Porté par le Programme national de santé oculaire (PNSO), avec l'accompagnement technique et financier de la Banque islamique de développement (BID), le projet a été officiellement lancé à Lomé en mai 2026. Son ambition est de rendre les soins oculaires plus accessibles, plus performants et mieux répartis sur l'ensemble du territoire.

Les défis à relever demeurent importants. Selon les données du ministère de la Santé, 4 % des personnes âgées de 50 ans et plus sont touchées par la cécité. Dans les écoles, un enfant sur 5 présente des troubles visuels, susceptibles d'affecter ses apprentissages. À cela s'ajoutent plus de 60 000 cas de cataracte qui n'ont pas encore été pris en charge.

Face à cette situation, le PRSSODD entend agir sur plusieurs fronts. Prévu pour une durée de quatre ans et déployé dans les 6 régions sanitaires du pays, il vise à renforcer les compétences du personnel de santé, à améliorer

les équipements spécialisés et à rapprocher les services ophtalmologiques des populations vivant loin de la capitale.

Former, équiper et soigner

L'un des principaux axes du projet repose sur le développement des ressources humaines. Des médecins ophtalmologistes, des techniciens supérieurs en ophtalmologie et des optométristes bénéficieront de formations destinées à renforcer leur expertise.

Au total, 36 professionnels seront formés à travers des cursus de longue durée, tandis que 51 autres suivront des formations spécialisées de courte durée. Les centres de santé et les établissements de formation seront également dotés d'équipements modernes afin d'améliorer la qualité des diagnostics et des traitements.

Le projet prévoit par ailleurs la mise en place de 10 ateliers optiques, la réalisation de 30 000 consultations ophtalmologiques et de 4 000 interventions chirurgicales de la cataracte. Un appui particulier sera apporté à un centre tertiaire spécialisé dans la prise en charge du glaucome et de la rétinopathie diabétique, deux affections qui constituent aujourd'hui des causes majeures de déficience visuelle.

Une attention particulière sera accordée aux populations les plus vulnérables grâce à l'organisation de consultations et d'opérations gratuites de la cataracte.

Des retombées attendues dans tout le pays

Le projet cible directement 84 000



Des médecins au chevet d'un patient

patients de tous âges dans les districts sanitaires de l'Avé, de Yoto, de Vo et des Lacs. Son impact devrait toutefois se faire sentir bien au-delà de ces zones grâce au renforcement global du système de santé oculaire.

Les objectifs fixés sont ambitieux. Le gouvernement entend améliorer de 30 % la couverture des soins oculaires à l'horizon 2030. Le taux de chirurgie de la cataracte devrait également progresser, passant de 999 à 1 485 interventions par million d'habitants et par an d'ici 2027.

Cette nouvelle initiative s'appuie sur des expériences déjà concluantes. Parmi elles figure la campagne nationale " Zéro cataracte ", lancée en mars 2022. Cette opération a permis de rapprocher les soins spécialisés des populations et de redonner la vue à des milliers de personnes.

Dans la continuité des succès enregistrés

À la date du 10 octobre 2022, plus

de 11 000 interventions chirurgicales avaient déjà été réalisées dans les cinq régions économiques du pays, hors Grand Lomé. L'objectif initial était de prendre en charge plus de 10 000 patients souffrant de cataracte et de fournir au moins 20 000 paires de verres médicaux confectionnés sur place.

Portée par le président du Conseil, Faure Gnassingbé, cette campagne a offert aux populations des consultations spécialisées ainsi que des interventions chirurgicales lorsque cela était nécessaire.

À travers le PRSSODD, le Togo poursuit ainsi ses efforts pour faire de la santé visuelle un droit accessible au plus grand nombre. Car préserver la vue, c'est aussi favoriser la réussite scolaire, renforcer l'autonomie des personnes âgées, améliorer la productivité et soutenir le développement économique. Un peuple qui voit mieux dispose tout simplement de meilleures chances pour construire son avenir.



**MODERNISATION DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR : LE
TOGO ET LA BID FONT LE POINT DES REFORMES**

Le ministre de l'Enseignement supérieur Gado Tchangbedji, a échangé, le mardi 14 juillet dernier à Lomé, avec une délégation de la Banque islamique de développement (BID). Au cœur des échanges, l'évaluation du projet PARES, un levier stratégique pour propulser les sciences et les technologies au Togo.

Les discussions menées à Lomé ont permis de dresser un bilan d'étape du Projet d'appui à la mise en œuvre de la réforme de l'enseignement supérieur en sciences et ingénieries (PARES). La rencontre a permis d'évaluer les progrès réalisés, d'identifier les défis rencontrés et d'examiner les actions à renforcer afin d'assurer la bonne exécution du projet.

Programme ambitieux, cofinancé par l'Etat togolais et la BID, le PARES vise à donner un autre visage de l'apprentissage des sciences pour répondre aux exigences du marché de l'emploi et soutenir la transformation économique du pays.

Le PARES est structuré en plusieurs grands axes à savoir : la modernisation des infrastructures universitaires, la mise à niveau des équipements pédagogiques et de recherche, le développement des compétences des étudiants et des enseignants, et le soutien à l'excellence (octroi de bourses de Master et Doctorat aux universités de Lomé et de Kara lors de la phase précédente). Si des avancées concrètes ont été saluées par les deux parties, le ministre en charge de l'enseignement supérieur, Gado Tchangbedji, a profité de cette séance de travail pour fixer le cap. L'accent doit désormais être mis sur la vitesse d'exécution.

" Il est nécessaire d'accélérer le traitement des procédures pour permettre la réalisation rapide des infrastructures prévues ", a expliqué le ministre Gado Tchangbedji.

Le volet infrastructurel du PARES prévoit en effet des chantiers majeurs pour le paysage universitaire togolais, notamment la construction de laboratoires polyvalents de recherche dans les universités publiques du Togo (UL et UK), et la construction d'un laboratoire pédagogique moderne à Ecole normale supérieure (ENS) d'Atakpamé (...)

@machite.ig

**ALERTE SANITAIRE : DES CAS DE GRIPPE AVAIRE (HSN1)
DETECTES DANS LE VO, LE ZIO ET LES LACS**



La vigilance est de mise dans le secteur avicole au Togo. Dans un communiqué conjoint publié en fin de semaine écoulée, les ministres chargés des Ressources animales, de la Santé et de l'Environnement ont annoncé la détection de plusieurs cas positifs de grippe aviaire hautement pathogène (HSN1). Le virus a été formellement identifié dans cinq fermes avicoles distinctes, réparties dans les préfectures de Vo, de Zio et des Lacs.

Suite à des investigations rigoureuses menées sur le terrain après des signalements d'importantes mortalités de volailles, le Laboratoire central vétérinaire (LCV) de Lomé a confirmé par les analyses cette menace.

Selon les autorités sanitaires, les zones touchées, cartographiées avec précision, dans l'optique de circonscrire rapidement la propagation du virus HSN1, sont les suivantes Agbélékouté, dans le canton d'Anyrankopé (préfecture de VO), Kovié dans la préfecture de Zio, et Vodougbe, Hamadzro et Noblokomé dans la préfecture des Lacs.

Face à cette menace pour l'économie avicole et la santé publique, l'exécutif a immédiatement déployé son plan opérationnel de riposte. Des mesures conservatoires strictes ont été instaurées dans les exploitations concernées aux fins de l'éradication du foyer (abattage, incinération et enfouissement des cadavres de volailles), destruction biologique systématique des œufs, de la provende et matériel d'élevage concerné, la désinfection totale des poulaillers et des magasins de stockage, puis la mise en quarantaine stricte des fermes touchées assortie d'une prise en charge des personnes cibles, notamment le personnel en contact direct (...)

@machite.ig

AGRICULTURE/KARITE :

DES PISTES POUR RELEVER LES DÉFIS DE LA FILIÈRE

Suite de la page 4

formants, former 100 experts nationaux aux bonnes pratiques, impliquer coopératives de femmes et de jeunes dans les programmes climatiques, intégrer 2000 hectares en régénération sur les sites opérationnels.

Lors de la rencontre, le Centre National de Semences Forestières (CNSF) du Togo a mis en avant son rôle stratégique dans la production de semences forestières de qualité, indispensables pour restaurer le couvert

végétal. Aux côtés de l'Institut National de Formation Agricole de Tové, de l'Institut Togolais de Recherche Agronomique et de partenaires comme VSF Suisse, les discussions ont montré que la réussite du reboisement repose sur une synergie entre recherche scientifique, formation des acteurs, innovation technique et implication du secteur privé.

La deuxième session a élargi les perspectives en intégrant les expériences du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, du Ghana et du

Mali. Ces échanges ont confirmé que la régionalisation des actions et le partage des savoirs sont des leviers essentiels pour garantir la durabilité des parcs à karité, ressource vitale pour des millions de familles en Afrique de l'Ouest.

Enfin, une table ronde a réuni les grandes parties prenantes? : le CNSF, le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) et l'Alliance

mondiale du karité. Ensemble, elles ont discuté des mécanismes de collaboration et de financement pour renforcer la résilience environnementale. Cette articulation entre expertise scientifique, institutions nationales et partenaires internationaux montre que la gestion durable des parcs à karité ne se limite plus seulement à des initiatives locales, mais relève d'une dynamique collective et intégrée au service de l'avenir.

Le forum de Lomé, en somme,

ne se limite pas à un échange d'expertise? : il trace une voie commune pour l'avenir. En plaçant le karité au cœur de la résilience climatique, les acteurs nationaux et régionaux montrent que la protection de l'environnement est une responsabilité partagée. Selon les organisateurs, chaque engagement pris est une pierre posée pour bâtir une Afrique plus solidaire et mieux préparée face aux défis du **climat**.

PROGRAMME INCLURE :

Financement du Luxembourg au profit de 19 communes

Suite de la page 3

populations togolaises. Son objectif spécifique est de renforcer la résilience des populations togolaises par une gouvernance environnementale et de salubrité publique améliorée. Au total, 19 communes riveraines seront directement concernées. Le programme appuie, entre autres, la gestion efficiente des aires protégées en conciliant préservation écologique et valorisation économique.

Des résultats de la mise en œuvre du projet, il est attendu l'amélioration de la fourniture des services écosystémiques au profit des communautés à travers la gestion efficace des aires protégées ciblées; le développement d'une économie verte inclusive et résiliente par les populations locales des territoires autour des aires protégées ciblées; les populations des chefs-lieux de région ciblées bénéficient d'une gouvernance territoriale améliorée de la gestion des déchets et de l'assainissement; les collectivités territoriales, les administrations sectorielles concernées et les opérateurs locaux améliorent le pilotage et la gouvernance du secteur de la gestion des déchets et des aires protégées.

Le programme sera mis en œuvre principalement dans les paysages des zones protégées suivants : le complexe d'aires protégées de Togodo, la réserve de faune d'Abdoulaye, le Parc national Fazao-Malfakassa et la forêt classée de Missahoé. À ce titre, il intervient dans la modernisation et la mise en place d'investissements structurants et d'outils de gestion des aires protégées ainsi que dans l'accompagnement du personnel recruté

autour de ces aires (rangers, conservateurs, etc.)

Il est à retenir que la Coopération luxembourgeoise a accordé des financements à deux programmes via des accords de coopération déléguée : Le programme " Forests4Future : Scaling forest landscape restoration in Togo vise à renforcer la résilience des écosystèmes forestiers et améliorer la vie des communautés rurales au Togo. La Coopération luxembourgeoise soutient ce projet à hauteur de 3 millions d'euros sur une durée de 3 ans.

Notons que parmi les nouveaux protocoles d'accord de financements qui viennent d'être signés, on relève le programme de coopération en cyber sécurité au Togo (Togocyber +), le programme indicatif de coopération (PIC Togo - Luxembourg) qui couvrira la période 2026-2031, et qui s'inscrit dans la volonté de promouvoir une croissance inclusive et durable, au bénéfice direct des populations.

Pour rappel, la coopération entre le Togo et le Luxembourg, engagée depuis les années 1970, s'est fortement renforcée à partir de 2024 avec la signature d'accords de coopération et l'installation de l'agence LuxDev à Lomé en 2026. Elle repose sur des priorités telles que la formation professionnelle, la transition numérique, l'environnement et la bonne gouvernance.

Il faut préciser que cette visite de travail de Xavier Bettel conforte ainsi le positionnement du Togo comme un partenaire privilégié du Luxembourg en Afrique de l'ouest. Elle traduit également l'efficacité de la diplomatie du Président du Conseil, Faure Essozimna

Gnassingbé, fondée sur la promotion de partenariats stratégiques, le dialogue constructif au service des priorités de développement du Togo.

Les deux pays mettent actuellement en œuvre un portefeuille

de projets de 49,3 millions d'euros (environ 32,34 milliards FCFA), couvrant notamment la transformation numérique, la restauration des paysages forestiers, le renforcement de l'Ecole Polytechnique de Lomé (EPL)

et la protection du patrimoine naturel. Cette dynamique confirme la volonté des deux pays de consolider un partenariat durable au service de leurs peuples **respectifs**.

AVIS DE DECES

Togbui Attiboga Kondo TOUGLO III, Chef canton de Tchekpo

La famille GLAKPE au Togo, au Canada, en Chine, en France, en Côte d'Ivoire, au Sénégal et au Ghana

Docteur Hervé-Moïse Kodjo GLAKPE, Chef de la famille GLAKPE; Fonctionnaire au gouvernement fédéral du Canada; et sa famille au Togo, en Chine et au Canada

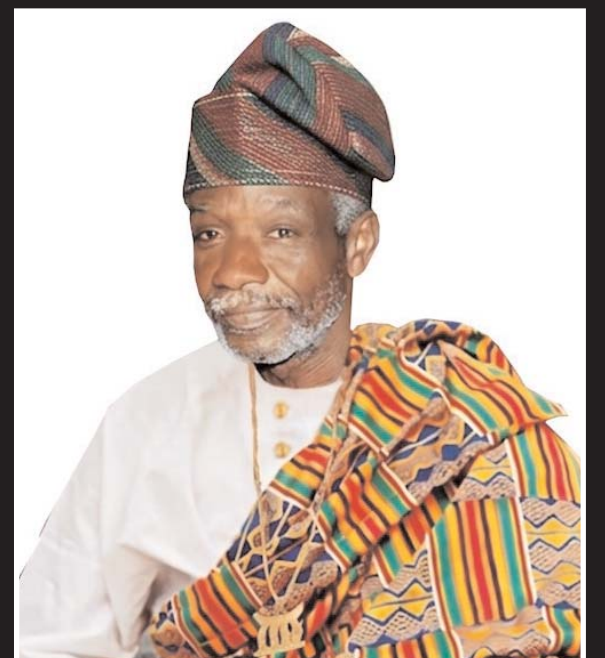
Monsieur Olivier Koffi GLAKPE, Chef Notable (Tsamigan) de Tchekpo Dedekpoe; Coordinateur des Ressources Humaines de MSF-France; ses frères, soeurs, leurs époux, épouses et leurs enfants;

Monsieur Komlan GLAKPE, Responsable des Technologies et de l'impact digital pour l'UNICEF et sa famille à Lomé

Monsieur Constant Koffi-Kouma GLAKPE, Responsable de la société GBC services et sa famille à Lomé

Madame Yolande Adjowavi GLAKPE, épouse KOSSIDONKO, Directrice du salon de coiffure Yoyosland Fashion et sa famille à Lomé

Ont la douleur d'annoncer le décès



de leur très cher et regretté, frère et père :

Amoussou Kossi GLAKPE
Rappelé à Dieu dans sa 82ème
année

PROGRAMME

Vendredi 31 juillet 2026

18H00 : Veillée de prières et de chants

Samedi 1er août 2026

08H00 : Cérémonies d'inhumation

Maison mortuaire: Maison
GLAKPE AHUNSA à Tchekpo-
Dédékpòè.

PRÊT SCOLAIRE

DES ETUDES FINANCÉES, UN AVENIR SÉCURISÉ



*Offre soumise à conditions

0 TAUX
0%

1^{ER} JUILLET AU 31 OCTOBRE 2026

JUSQU'À 5 FOIS LE SALAIRE NET

SUR 12 MOIS

La Banque Autrement

<https://togo.coris.bank>

